

ARERAM

Association déclarée (J.O. 4/10/1952)

Siège Social : 155 Avenue Jean Lolive
93500 PANTIN

N° de Siret : 775 678 253 00318
APE : 9513

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

ARERAM

Association déclarée (J.O. 4/10/1952)

Siège Social : 155 Avenue Jean Lolive

93500 PANTIN

N° de Siret : 775 678 253 00318

APE : 9513

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

Aux membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ARERAM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L 821-53 et R-821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 22 mai 2024.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay sous-Bois, le 07 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes
LEO JEGARD & ASSOCIES
Représenté par,

Signé numériquement par
CONNECTIVE NV - Connective
eSignatures pour le compte de
Franck NACCACHE (+33637777410)
Date : 07/06/2024 17:17:52
Signé avec le mot de passe à usage
unique envoyé par SMS : 889783

Jégard Créatis

Franck NACCACHE
Associé



COMPTES ANNUELS



ACTIF	Arrêté au 31/12/2023 Durée 12 mois			31/12/2022 12 mois
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Actif Immobilisé				
Inmobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs	76 822,51	-53 863,23	22 959,28	16 801,43
Autres immobilisations incorporelles	55 496,98	-54 295,15	1 201,83	3 928,51
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Inmobilisations Corporelles				
Terrains	121 706,22		121 706,22	121 819,72
Constructions	6 141 921,96	-3 547 983,48	2 593 938,48	2 578 255,61
Installations techniques matériel et outillage	270 486,16	-235 852,74	34 633,42	37 464,40
Autres immobilisations corporelles	2 670 518,44	-1 944 196,97	726 321,47	649 295,49
Immobilisations corporelles en cours	199 785,72		199 785,72	171 660,00
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières				
Participations et Créances rattachées	198,18		198,18	198,18
Autres titres Immobilisés	1 668,86		1 668,86	1 668,86
Prêts				20 000,00
Autres	95 618,75		95 618,75	92 104,11
TOTAL I	9 634 223,78	-5 836 191,57	3 798 032,21	3 693 196,31
Comptes de Liaison				
Comptes de Liaison				
TOTAL II				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes	3 800,00		3 800,00	1 884,20
Créances				
Créances redevables usagers et comptes rattachés	845 684,58	-12 180,00	833 504,58	746 414,32
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	160 443,30		160 443,30	272 546,89
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement	951 969,94		951 969,94	940 173,86
Instruments de trésorerie				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Disponibilités	5 396 872,22		5 396 872,22	5 065 967,30
Charges constatées d'avance				
Charges constatées d'avance	105 374,69		105 374,69	175 817,53
TOTAL III	7 464 144,73	-12 180,00	7 451 964,73	7 202 804,10
Frais d'émission des emprunts				
Frais d'émission des emprunts				
TOTAL IV				
Prime de remboursement des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
TOTAL V				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	17 098 368,51	-5 848 371,57	11 249 996,94	10 896 000,41

PASSIF		Arrêté au 31/12/2023 Durée 12 mois	31/12/2022 12 mois
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires		1 822 277,30	1 822 277,30
Fonds propres complémentaires		990,92	990,92
Fonds propres avec droit de reprise			
Fonds propres complémentaires		7 738,31	7 738,31
Ecart de réévaluation			
Réserves			
Réserves pour projet de l'entité		3 372 320,81	2 910 983,12
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		3 372 320,81	2 910 983,12
Report à nouveau			
Report à nouveau		-38 242,26	-344 505,48
dont report à nouveaux des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		-1 027 747,46	-1 063 006,14
Excédent ou déficit de l'exercice			
Excédent ou déficit de l'exercice		260 744,87	767 601,19
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales et médico-sociales			
Situation nette (sous-total)			
Situation nette (sous-total)		5 425 829,95	5 165 085,36
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement		204 025,03	228 851,06
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Provisions réglementées		362 460,14	350 960,14
TOTAL I		5 992 315,12	5 744 896,56
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs et donations			
Fonds reportés liés aux legs et donations			
Fonds dédiés			
Fonds dédiés		1 716 516,36	1 648 460,38
TOTAL II		1 716 516,36	1 648 460,38
Comptes de Liaison			
Comptes de Liaison			
TOTAL III			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour risques		408 600,66	142 000,00
Provisions pour charges			
Provisions pour charges		473 973,95	441 583,35
TOTAL IV		882 574,61	583 583,35
Dettes			
Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		0,15	63 772,13
Emprunts et dettes financières diverses			
Emprunts et dettes financières diverses			374,66
Avances et acomptes sur commandes			
Avances et acomptes sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		713 604,29	599 626,75
Dettes des legs ou donations			
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes fiscales et sociales		1 622 733,89	1 647 885,72
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés			17 566,63
Autres dettes (d'exploitation)			
Autres dettes (d'exploitation)		298 974,93	470 386,58
Instruments de trésorerie			
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
Produits constatés d'avance		23 277,59	119 447,65
TOTAL V		2 658 590,85	2 919 060,12
Ecart de conversion Passif			
Ecart de conversion Passif			
TOTAL VI			
TOTAL GENERAL		11 249 996,94	10 896 000,41

Arrêté au :		31/12/2023		31/12/2022		Variation	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation							
Cotisations		480,00	0,01	440,00	0,01	40,00	9,09
Ventes de biens							
-dont ventes de biens en nature							
Ventes de services		1 235 058,86	14,31	1 505 244,68	18,98	-270 185,82	-17,95
-dont parrainages							
Ventes de biens et services		1 235 058,86	14,31	1 505 244,68	18,98	-270 185,82	-17,95
Concours publics et subv ^{te} exploitation		8 628 600,95	100,00	7 931 941,81	100,00	696 659,14	8,78
Subventions d'exploitation		4 915 345,36	56,97	4 398 103,79	55,45	517 241,57	11,76
Versements fondateurs ou consommation dotation consommable							
. Dons manuels		3 142,20	0,04			3 142,20	
. Mécénats							
. Legs, donations et assurances-vie							
Ressources liées à la générosité du public		3 142,20	0,04			3 142,20	
Contributions financières		27 143,00	0,31			27 143,00	
Produits de tiers financeurs		13 574 231,51	157,32	12 330 045,60	155,48	1 244 185,91	10,09
Reprises/prov. & amort, transf. de charge		99 793,84	1,16	808 809,82	10,20	-709 015,98	-87,66
Utilisations des fonds dédiés		134 792,07	1,56	95 221,74	1,20	39 570,33	41,56
Autres produits		18 012,07	0,21	9 175,44	0,12	8 836,63	96,31
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I		15 062 368,35	174,56	14 748 937,28	185,94	313 431,07	2,13
Charges d'exploitation							
Achats de marchandises							
Variation de stocks							
Autres achats et charges externes		2 743 507,07	31,80	2 760 314,93	34,80	-16 807,86	-0,61
Impôts, taxes et versements assimilés		1 085 698,31	12,58	1 006 291,12	12,69	79 407,19	7,89
Salaires et traitements		7 059 673,29	81,82	6 705 677,77	84,54	353 995,52	5,28
Charges sociales		2 903 324,93	33,85	2 690 219,98	33,92	213 104,95	7,92
Dotations aux amortissements		513 477,44	5,95	459 813,29	5,80	53 664,15	11,67
Autres charges		6 166,77	0,07	37 862,16	0,48	-31 695,39	-33,71
Dotations aux provisions		356 653,60	4,13	104 248,44	1,31	252 405,16	242,12
Report en fonds dédiés		178 155,05	2,06	216 608,88	2,73	-38 453,83	-17,75
Aides financières							
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II		14 846 656,46	172,06	13 981 036,57	176,26	865 619,89	6,19
RESULTAT D'EXPLOITATION		215 711,89	2,50	767 900,71	9,68	-552 188,82	-71,91
Produits financiers							
Produits financiers de participations							
Autres valeurs mob., créances d'actif im.							
Autres intérêts et produits assimilés		4 291,58	0,05	2 124,93	0,03	2 166,65	101,96
Reprises/provisions et transfert de char							
Différences positives de change							
Produits net/cession des V.M.P.							
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III		4 291,58	0,05	2 124,93	0,03	2 166,65	101,96
Charges financières							
Dotations amort., dépréciations et provisions				4 579,38	0,06	-4 579,38	-100,00
Intérêts et charges assimilés		753,28	0,01	2 530,77	0,03	-1 777,49	-70,24
Différences négatives de change							
Charges nettes/cessions des V.M.P.							
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV		753,28	0,01	7 110,15	0,09	-6 356,87	-89,41
RESULTATS FINANCIERS		3 538,30	0,04	-4 985,22	-0,06	8 523,52	-170,98
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS		219 250,19	2,54	762 915,49	9,62	-543 665,30	-71,26
Produits exceptionnels							
Sur opération de gestion				3 763,44	0,05	-3 763,44	-100,00
Sur opération en capital		53 196,22	0,62	281 526,02	3,55	-228 329,80	-81,10
Reprise/provisions et transfert de char							
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V		53 196,22	0,62	285 289,46	3,60	-232 093,24	-81,38
Charges exceptionnelles							
Sur opération de gestion				258 117,83	3,25	-258 117,83	-100,00
Sur opération en capital		201,54	0,00	8 885,93	0,11	-8 684,39	-97,73
Dotations aux amortissements et aux prov.		11 500,00	0,13	13 600,00	0,17	-2 100,00	-15,44
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI		11 701,54	0,14	280 603,76	3,54	-268 902,22	-95,83
RESULTAT EXCEPTIONNEL		41 494,68	0,48	4 685,70	0,06	36 808,98	785,56
Participation des salariés							
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII							
Impôts sur les bénéfices							
TOTAL VIII							
PRODUITS		15 119 856,15	175,23	15 036 351,67	189,57	83 504,48	0,56

	Arrêté au : 31/12/2023		31/12/2022		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
CHARGES	14 859 111,28	172,21	14 268 750,48	179,89	590 360,80	4,14
Total XI						
Eng. à réaliser sur ressources affectées						
Rep. res. non utilisées Exe antérieurs						
TOTAL XI						
EXCÉDENT OU DÉFICIT	260 744,87	3,02	767 601,19	9,63	-506 856,32	-66,03

ASSOCIATION ARERAM

ANNEXE

Table des matières

1	Préambule	7
2	Présentation de L'association et de ses activités	7
2.1	Présentation de l'association	7
2.2	Faits significatifs	8
3	Règles et méthodes comptables	9
3.1	Principes comptables	9
3.2	Dérogations aux principes comptables	9
3.3	Evènements postérieurs à la clôture	10
3.4	Changements de méthodes comptables	10
4	Informations relatives au bilan	10
4.1.1	Agrégation des comptes annuels	10
4.1.2	Immobilisations incorporelles et corporelles	10
4.1.3	Immobilisations financières	11
4.1.4	Créances et dettes	11
4.1.5	Valeurs mobilières de placement (VMP)	11
4.1.6	Disponibilité	11
4.1.7	Provisions pour risques et charges	11
4.1.8	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	11
4.1.9	Provisions réglementées	11
4.1.10	Fonds dédiés	12
4.1.11	Indemnités de fin de carrière	12
4.1.12	Provision pour gros entretien	13
5	Informations relatives au bilan	13
5.1	Actif	13
5.1.1	Tableau des immobilisations	13
5.1.2	Tableau des amortissements	14
5.1.1	Tableau des dépréciations	14
5.1.2	Etat des créances	15
5.1.3	Evaluation des valeurs mobilières de placement	15
5.2	Passif	16
5.2.1	Variation des fonds propres	16
5.2.2	Report A Nouveau	16

5.2.3	Les subventions d'investissement	16
5.2.4	Tableau de suivi des fonds dédiés par projets	17
5.2.5	Tableau des provisions pour risques et charges	17
5.2.6	Etat des dettes	18
5.2.7	Détail des produits et charges constatés d'avance	18
5.2.8	Tableau de passage du résultat comptable au résultat administratif	19
6	Informations relatives au compte de résultat.....	19
6.1	Détail des financements publics	19
7	Autres informations.....	20
7.1	Contributions volontaires en nature.....	20
7.2	Engagements hors bilan.....	20
7.2.1	Engagements financiers	20
7.2.2	Informations relatives aux contrats de crédit-bail	20
7.3	Effectif moyen.....	20
7.4	Honoraires du commissaire aux comptes	20
7.5	Information sur les rémunérations des dirigeants	21

1 PRÉAMBULE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023, sont caractérisés par les données suivantes :

▪ Total du bilan : 11 249 996.94 €	
▪ Total compte de résultat global 2023 (Excédentaire) : 260 744.87 €	
Total Produits :	15 119 856.15 €
Total des charges :	14 859 111.28 €
Résultat comptable de l'exercice (Excédent) :	260 744.87 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

2 PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION ET DE SES ACTIVITÉS

2.1 Présentation de l'association

L'association pour la rééducation des enfants et la réadaptation des adultes en difficulté-médico- sociale (ARERAM) est soumise aux dispositions de la loi du 1 juillet 1901, et du décret du 16 août 1901, dont le siège social est à Pantin, 155 Avenue Jean Lolive, 93500 PANTIN, déclarée à la préfecture de Police sous le numéro W751027366 et au répertoire SIREN sous le numéro 775 678 253.

Elle a été créée en 1952 à l'initiative de professionnels regroupés autour du Docteur BIZE et de Mademoiselle Simonne RAMAIN, chercheurs au Conservatoire National des Arts et Métiers. L'objectif était de créer et de mettre en œuvre des perspectives de travail pédagogique, psychomoteur et thérapeutique pour des enfants et des adolescents déficients intellectuels qui, à cette époque, n'étaient que très peu pris en charge. A la suite, d'autres établissements pour enfants handicapés sont créés ou repris en Ile-de-France mais aussi ailleurs en France, en particulier dans le Gard.

Dans cette logique d'accompagnement vers une vie sociale et professionnelle au-delà d'une prise en charge institutionnelle et toujours à l'initiative de ses professionnels, l'ARERAM se penche dès les années 1970 sur les suites à donner pour l'accès à l'emploi en milieu ordinaire, créant différentes structures d'accompagnement.

ARERAM gère donc directement une série d'établissements répartis ainsi :

Un secteur médico-social qui regroupe :

- **Le Pôle Ile-De-France comprenant:**
 - l'IMPRO Jean Louis Calvino à Saint Maur des Fossés
 - l'IME Suzanne Cordes à Paris
 - le SESSAD Mosaïque à Paris
- **Le Pôle Gard comprenant:**
 - l'IME Sairigné à Bernis
 - le SESSAD le Petit Passage à Vauvert avec une Antenne à Bellegarde et une antenne au Grau-du-Roi
 - l'EMAS (Equipe Mobile d'Appui à la Scolarisation) à Vauvert
 - l' UEE (Unité d'Enseignement Externalisée) à Aigues-Mortes
 - l' UEEA (Unité d'Enseignement en Élémentaire autisme) à Caissargues

Un secteur Handicap et Emploi qui regroupe 4 établissements :

- Le Relais Formation installé à Pantin qui dispense des formations en direction des adultes en situation de handicap.
- Id Ergonomie à Paris : Cabinet d'ergonomes qui interviennent en entreprise pour favoriser l'accessibilité, l'adaptabilité et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées.
- Le Cap emploi du Val de Marne
- Le Cap emploi de l'Essonne.

Elle a pour mission l'accompagnement des personnes en situation de handicap tout au long de leur vie dans l'objectif de développer leur autonomie et leur inclusion sociale, professionnelle et culturelle dans la société par la mise en œuvre de moyens aussi larges que possible.

Elle se fonde sur un socle de valeurs qui se déclinent en action comme suit :

- *Le soutien à l'inclusion des personnes en situation de handicap*
- *La globalité et la pluridisciplinarité de l'accompagnement*
- *Le respect de l'expression et du consentement de la personne accompagnée*
- *La recherche de la qualité*
- *Une organisation décentralisée reposant sur les professionnels*
- *L'ouverture sur l'extérieur*
- *L'innovation*

2.2 Faits significatifs

- Le projet immobilier de l'IME CORDES se poursuit sur le volet administratif avec le dépôt du permis de construire
- La vente du patrimoine immobilier de l'IME Edouard-Seguin : vente de terrains
- Ouverture en septembre 2023 du SESSAD PRO dispositif installé à Cordes

- Création de deux dispositifs dans le 75 et le 91 dans le cadre de la convention Atout pour Tous
- Réponse à plusieurs appels à manifestation d'intérêt lancés par l'ARS Ile-de-France
- Entrée en vigueur des nouvelles conventions des Cap Emploi
- Adoption du projet associatif renouvelé
- Mandat de gestion avec Anne-Marie RALLION pour une fusion au 1^{er} janvier 2025

3 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;
- *Du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;*
- *De la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis.*

3.2 Dérogations aux principes comptables

Aucune dérogation aux principes comptables n'a été constatée sur l'exercice 2022 qui pourrait avoir une influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats et déroger :

- *Au principe de l'image fidèle ;*
- *Aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels ;*

- *La durée de l'exercice comptable*

3.3 Evènements postérieurs à la clôture

L'AGEFIPH a décidé d'arrêter les financements PJE, des échanges vont se poursuivre en 2024 sur ce sujet.

3.4 Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthode en 2023.

4 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

4.1.1 Agrégation des comptes annuels

L'association gère des établissements dont la gestion est contrôlée ainsi que des activités propres dont la gestion est libre.

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'entité sont éliminées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun, correspondant aux frais de siège et des prestations réciproques.

Le résultat comptable de l'entité résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services.

Compte tenu des modalités de financement de certains établissements ou services ainsi que de leur indépendance budgétaire et administrative, les résultats de ces établissements ne sont pas économiquement compensables.

4.1.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires, ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés sur le coût d'acquisition ou de production, suivant le mode linéaire selon les durées suivantes :

Nature de l'immobilisation	Durée
Frais d'établissement	5 ans
Frais de recherche et développement	5 ans
Droit au bail	Durée du bail ou pas d'amortissement
Fonds commercial	10 ans
Logiciel	2 à 5 ans
Bâtiments	50 ans
Installations générales, agencements, aménagements	15 à 25 ans

Installations techniques, matériel et outillage	5 à 10 ans
Agencements et aménagements divers	10 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle de l'actif est inférieure à la valeur nette comptable.

4.1.3 Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

4.1.4 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

4.1.5 Valeurs mobilières de placement (VMP)

Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition. Un tableau détaille les plus et moins-values latentes par nature de VMP. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes viennent déprécier la valeur brute du placement financier.

4.1.6 Disponibilité.

L'association a souscrit une convention de fusion de ses comptes bancaires auprès de crédit coopératif.

4.1.7 Provisions pour risques et charges

Elles sont constituées des provisions pour les litiges en cours et par les provisions retraite.

4.1.8 Subventions d'investissement sur biens non renouvelables

Ce poste étant supprimé, des reclassements ont été effectués à l'ouverture de l'exercice en report à nouveau sur décision du conseil d'administration.

4.1.9 Provisions réglementées

Le règlement 2019-04 admet les provisions réglementées définies dans le Code de l'action sociale et des familles suivantes :

- Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS
- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actifs des ESSMS
- Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.

La provision pour renouvellement des immobilisations, prévue dans l'instruction M22 et M21, n'est pas reconnue et le solde de cette provision, figurant dans les documents adressés aux autorités de contrôle, est reclassée en fonds dédiés. Ce changement de classification est sans incidence sur la présentation du compte de résultat ou sur le montant du résultat de l'exercice.

4.1.10 Fonds dédiés

Des financements privés, contributions financières, destinées à financer des investissements, précédemment enregistrés en subvention d'investissements sont reclassés en fonds dédiés. Ils sont repris au compte de résultat dans les mêmes conditions. Ce changement de classification est sans incidence sur la présentation du compte de résultat ou sur le montant du résultat de l'exercice.

La provision réglementée pour renouvellement des immobilisations est reclassée en fonds dédiés.

4.1.11 Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière (IFC) sont comptabilisées en provision pour 592 193.60 €.

La provision/l'engagement pour IFC est évaluée selon les hypothèses suivantes et mode de calcul suivant :

- Age de départ en retraite : 65 ANS
- Rotation du personnel : entre 1 et 7% selon les tranches d'âge
- Espérance de vie : calcul fait en fonction de l'entrée du salarié
- Taux de progression des salaires : 1%
- Taux d'actualisation (recommandé pour les associations de plus de 250 salariés) : 3.17 %
- Taux de charges sociales retenu : 50 et 59%
- Les gratifications à verser en fonction des échelons
- La probabilité que les salariés demanderont leur médaille : aucun paramètre de gratification pour les médailles n'est défini.
- Méthode retenue : IAS19 : méthode des unités de crédits projetés

$$\text{Indemnité corrigée} = \frac{\text{Salaire au terme}}{12} \times \frac{\text{Nombre de mois prévu par la convention}}{\text{Ancienneté au terme}} \times \frac{\text{Probabilité de survie}}{\text{Probabilité de survie}} \times \frac{\text{Probabilité de présence}}{\text{Probabilité de présence}} \times \frac{1}{(1 + tx^*)^{n^{**}}}$$

$$VAP^{(1)} = \frac{\text{Salaire au terme}}{12} \times \frac{\text{Nombre de mois prévu par la convention}}{\text{Probabilité de survie}} \times \frac{\text{Probabilité de survie}}{\text{Probabilité de présence}} \times \frac{1}{(1 + tx^*)^{n^{**}}}$$

* Taux d'actualisation financière.

** Nombre d'années pour atteindre le terme.

(1) Calcul de la Valeur Actuelle Probable des Prestations Futures

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotation	Reprise	Solde à la clôture de l'exercice
TOTAL IFC AVANT RETRAITEMENT	535 110,00	79 380,60	22 297,00	592 193,60
RETRAITEMENT	277 840,00	20 331,00	45 024,00	253 147,00
TOTAL IFC APRES RETRAITEMENT	257 270,00	59 049,60	- 22 727,00	339 046,60

Les provisions pour indemnité de départ à la retraite comptabilisée au 31/12/2023 pour le secteur médico-social présentée à la tutelle font l'objet d'un reclassement en fonds dédiés pour 253 147 €.

4.1.12 Provision pour gros entretien

Les provisions pour gros entretien s'élèvent à : 27 741.15 € et ont fait l'objet d'une programmation pluriannuelle. Il s'agit ici d'une quote-part des travaux programmés par le bailleur de l'établissement CAP 94 toujours en cours.

5 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

5.1 Actif

5.1.1 Tableau des immobilisations

Immobilisations	Valeur brute début exercice	Retraitements	Valeur brute début exercice retraitée	Acquisitions	Sorties de l'exercice	Virement poste à poste	Valeur brute fin d'exercice
Immobilisations Incorporelles							
Frais d'établissement							
Frais de recherche et développement							
Donations temporaires d'usufruits							
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs	61 459		61 459	17 865	2 502		76 823
Autres Immobilisations incorporelles	55 497		55 497				55 497
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances et acomptes							
Total Immobilisations Incorporelles (I)	116 956	-	116 956	17 865	2 502	-	132 319
Immobilisations Corporelles							
Terrains	121 820		121 820		114		121 706
Constructions	5 878 011		5 878 011	273 330	9 419		6 141 922
Installations techniques matériel et outillage	268 230		268 230	11 022	2 739	6 027	270 486
Autres immobilisations corporelles	2 413 925		2 413 925	304 657	54 090	6 027	2 670 518
Immobilisations corporelles en cours	171 660		171 660	28 126			199 786
Avances et acomptes							
Total Immobilisations Corporelles (II)	8 853 645	-	8 853 645	617 135	66 362	-	9 404 419
Immobilisations Financières							
Participations et Créances rattachées	198		198				198
Autres titres Immobilisés	1 669		1 669				1 669
Prêts	20 000		20 000		20 000		-
Autres	92 104		92 104	3 515			95 619
Total Immobilisations Financières (III)	113 971	-	113 971	3 515	20 000	-	97 486
TOTAL GENERAL (I+II+III)	9 084 573	-	9 084 573	638 515	88 864	-	9 634 224

Les autres immobilisations financières sont constitués essentiellement des dépôts de garantie pour la location immobilière des établissements d'île de France.

5.1.2 Tableau des amortissements

Immobilisations	Amortissement cumulé début exercice	Dotation de l'exercice	Sorties de l'exercice	Virement poste à poste	Amortissement cumulé fin d'exercice
Immobilisations Incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruits					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	44 658	11 707	2 502		53 863
Autres Immobilisations incorporelles	51 568	2 727			54 295
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Total Immobilisations Incorporelles (I)	96 226	14 434	2 502	-	108 158
Immobilisations Corporelles					
Terrains					
Constructions	3 299 756	257 647	9 419		3 547 983
Installations techniques matériel et outillage	230 765	8 089	3 002		235 853
Autres immobilisations corporelles	1 764 630	233 307	53 740		1 944 196
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Total Immobilisations Corporelles (II)	5 295 150	499 044	66 161	-	5 728 033
Immobilisations Financières					
Participations et Créances rattachées					-
Autres titres Immobilisés					-
Prêts					-
Autres					-
Total Immobilisations Financières (III)	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III)	5 391 377	513 477	68 663	-	5 836 191

5.1.1 Tableau des dépréciations

	Solde début exercice	Retraitements	Solde début d'exercice après retraitement	Dotation de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissement cumulé fin d'exercice
Sur Immobilisations						
- Incorporelles						
- corporelles						
- financières	7 511		7 511		7 511	-
Sur stocks et en cours						
Sur comptes clients	71 494		71 494		59 314	12 180
Sur créances reçues par legs ou donations			-			-
Autres dépréciations			-			-
TOTAL	79 005	-	79 005	-	66 825	12 180

Dont dotations et reprises

- d'exploitation
- financière
- exceptionnelle

66 825 12 180

5.1.2 Etat des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
De l'actif immobilisé	95 618,75	-	95 618,75
Créances rattachés à des participations			
Prêt			
Autres immobilisations financières	95 618,75		95 618,75
De l'actif circulant	1 006 127,88	858 344,89	147 782,99
Clients et usagers douteux ou litigieux	12 180,00		12 180,00
Clients, usagers et comptes rattachés	833 504,58	801 636,15	31 868,43
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	36 175,35	36 175,35	
Impôts sur les bénéfices	18 801,21		18 801,21
TVA	20 531,39	20 531,39	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	2,00	2,00	
Débiteurs divers	84 933,35		84 933,35
Charges constatées d'avance			
Total	1 101 746,63	858 344,89	243 401,74

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice 20 000,00

Le prêt consenti par l'association AVEC TALENTS a été remboursé sur l'année 2023 pour 20 000€.

5.1.3 Evaluation des valeurs mobilières de placement

La valeur liquidative des Valeurs Mobilières de Placement détenue à la date de clôture est de 951 969.94 €. Cette valorisation représente une plus-value latente non comptabilisée de 13 545.74 €.

5.2 Passif

5.2.1 Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Reclassement	Affectation des résultats antérieurs	Augmentations	Diminutions ou Consommations	A la clôture de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 823 268					1 823 268
Fonds associatifs avec droit de reprise	7 738					7 738
Ecart de réévaluation						
Réserves	2 910 983		497 326	26 026	62 015	3 372 321
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	2 910 983		497 326	26 026	62 015	3 372 321
<i>Excédents affectés investissement</i>	1 578 436		220 703			1 799 139
<i>Excédents affectés/couverture BFR</i>	18 178					18 178
<i>Reserve de compensat° déficits</i>	732 833		133 237	26 026	38 008	854 089
<i>Res compensat° chg amortissements</i>	581 536		143 386		24 007	700 915
<i>Réserves diverses</i>						
Report à nouveau	- 344 505		197 211	192 126	83 073	- 38 242
<i>Dont Report A Nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	1 063 006		- 137 882	192 126	89 502	1 027 747
Excédent ou déficit de l'exercice	767 601	-	767 601	260 745		260 745
SITUATION NETTE	5 165 085	-	- 73 064	478 897	145 088	5 425 830
Fonds propres cnsomptibles						
Subventions d'investissement	228 851			11 750	36 576	204 025
Provisions réglementées	350 960			11 500		362 460
TOTAL	5 744 897	-	- 73 064	502 147	181 664	5 992 315

5.2.2 Report A Nouveau

Nature du report A Nouveau	Solde début d'exercice			Augmentations	Diminutions ou Consommations	Solde fin d'exercice
	Approuvé	Retraitements	Retraité			
Report à nouveau sans droit de reprise						
Report à Nouveau gestion libre	718 501			545 122	274 118	989 505
Dépenses refusées						
Report à nouveau sous contrôle de tiers						
Report A Nouveau	- 766 549			115 753		- 650 796
Charges rejetées	- 252 940				80 494	- 333 435
Autres droits acquis par les salariés	- 43 516					- 43 516
TOTAL	- 344 505	-	-	660 875	354 612	- 38 242

5.2.3 Les subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont reprises en produit exceptionnel au rythme de l'amortissement des immobilisations qu'elles financent.

La taxe d'apprentissage collectée par les établissements habilités à la percevoir (Calvino, Cordes, Mosaïque, Sairigné et Relais formation) servent à financer les immobilisations dédiées et suivent le même traitement que les subventions d'investissements .

5.2.4 Tableau de suivi des fonds dédiés par projets¹

VARIATION DES FONDS DEDIES	A l'ouverture	Reports	Utilisations		Transferts	Utilisations	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont remboursements
Subventions d'exploitation							
Fonds dédiés investissements	1 155 732	148 000	70 335			1 233 397	
Fonds dédiés exploitation	214 889	30 155	64 457			180 587	
Indemnité de départ en retraite	277 840	24 693				302 533	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	1 648 460	202 848	134 792	-	-	1 716 516	-

5.2.5 Tableau des provisions pour risques et charges

	Solde début exercice	Retraitements	Solde début d'exercice après retraitement	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissement cumulé fin d'exercice
Provisions pour risques						
Provisions pour litiges	142 000		142 000	266 601		408 601
Provisions pour charges						
Provisions pour pensions et obligations similaires	257 270		257 270	34 357	1 966	289 661
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices (travaux d'entretiens)	27 741		27 741			27 741
Autres provisions pour charges	156 272		156 272			156 272
TOTAL	583 283	-	583 283	300 957	1 966	882 275

Dont dotations et reprises

- d'exploitation
- financière
- exceptionnelle

300 957 1 966

¹ Lorsque les ressources dédiées à un projet défini n'ont pas été totalement utilisées alors même que le projet est terminé et que l'organe habilité décide de transférer le solde du fonds dédié à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur, une information est mentionnée dans l'annexe des comptes au titre des transferts réalisés au cours de l'exercice.

5.2.6 Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an		
		1 an au plus	à plus d'un moins 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	713 604,29	713 604,29		
Personnel et comptes rattachés	652 618,36	652 618,36		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	744 494,90	744 494,90		
Impôts sur les bénéfices				
TVA	59 743,67	59 743,67		
Etat, obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et versements assimilés	165 876,96	165 876,96		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	298 975,08	298 975,08		
Produits constatés d'avance	23 277,59	23 277,59		
Total	2 658 590,85	2 658 590,85	-	-

Emprunts et dettes souscrits en cours d'exercice

Emprunts et dettes remboursés en cours d'exercice

63 771,99

5.2.7 Détail des produits et charges constatés d'avance

	Exercice clos le 31/12/2022	Exercice clos le 31/12/2023
Produits constatés d'avance		
- d'exploitation	119 447,65	23 277,59
- financière		
- exceptionnelle		
Total	119 447,65	23 277,59
Charges constatées d'avance		
- d'exploitation	175 817,53	105 374,69
- financière		
- exceptionnelle		
Total	175 817,53	105 374,69

5.2.8 Tableau de passage du résultat comptable au résultat administratif

	Résultat Comptable	Report à nouveau dont la prise en compte par l'AT est différée (CP ...)	Reprise sur les réserves de compensation des charges d'amortissement	Reprise RAN Créditeur	Résultat Administratif à affecter
IME SUZANNE CORDES	86 231,26	- 7 984,37			78 246,89
SESSAD PROJET	12 306,70	3 877,16			16 183,86
ATOUT POUR TOUS	- 4 454,84	3 488,77			- 966,07
IME JEAN LOUIS CALVINO	192 647,72	- 24 304,65			168 343,07
SESSAD MOSAÏQUE	- 19 518,96	15 375,31			- 4 143,65
IME SAIRIGNE	- 239 758,68	- 991,00	24 007,00		- 216 742,68
UEEA	41 605,12				41 605,12
SESSAD LE PETIT PASSAGE	20 602,64	4 797,00			25 399,64
CAP EMPLOI 91	- 16 594,16			15 345,98	- 1 248,18
Axe 1	-16542,9			15345,98	-1196,92
Axe 2	-51,26				-51,26
CAP EMPLOI 94	119 138,68				119 138,68
Axe 1	106089,52				106089,52
Axe 2	13049,16				13049,16
DIRECTION GENERALE	- 83 546,96				- 83 546,96
GESTION CONTROLEE	108 658,52	- 5 741,78	24 007,00	15 345,98	142 269,72
ID ERGONOMIE	3 012,37				3 012,37
RELAIS FORMATION	140 657,56				140 657,56
ASSOCIATION	8 416,42				8 416,42
GESTION PROPRE	152 086,35				152 086,35
CONSOLIDE	260 744,87	- 5 741,78	24 007,00	15 345,98	294 356,07

6 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

6.1 Détail des financements publics

	Etat	Collectivités territoriales	Autres subventions (Taxe d'apprentissage)	Autres Subventions	Total
Concours publics					
Prix de journée		106 864,74			106 864,74
Dotation globale	8 521 736,21				8 521 736,21
Subvention d'exploitation					
Subvention d'exploitation	4 915 345,36				4 915 345,36
Subventions diverses			42 549,19	161 475,84	204 025,03
Subventions d'investissement					
Total	13 437 081,57	106 864,74	42 549,19	161 475,84	13 747 971,34

7 AUTRES INFORMATIONS

7.1 Contributions volontaires en nature

L'importance et la nature des contributions volontaires ont été revues en application du règlement 2018-06. Compte tenu de leur caractère significatif, elles ont été valorisées.

Leur montant est évalué à 103 680 €.

Modalités de recensement :

L'évaluation est faite en tenant compte du temps de bénévolat passé par les administrateurs au service de l'association. Il s'agit des temps passés :

- Aux réunions du conseil d'administration
- Au bureau pour les membres du bureau
- Aux assemblées générales
- Dans les commissions techniques
- Pour la préparation des documents et leur étude etc...

Ainsi un forfait de 1620 heures a été calculé et évalué à 40 € de l'heure avec un taux de charges sociales de 60%.

7.2 Engagements hors bilan

7.2.1 Engagements financiers

Néant.

7.2.2 Informations relatives aux contrats de crédit-bail

Néant.

7.3 Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	42,84	
Non cadres	155,01	
Total	197,85	-

7.4 Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 35 824.92 € TTC (PCG art 833-14, L 820-3 du code de commerce), dont 31 824 € au titre de la mission légale de contrôle des comptes.

7.5 Information sur les rémunérations des dirigeants

➤ Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles

Aucune rémunération et avantages en nature n'a été versée en 2022 aux plus hauts cadres dirigeants bénévoles, visés à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif.

Néanmoins, l'association rembourse les billets de train et les notes de frais liées à leur mission.

